

Table des matières

Avant-propos	7
PREMIERE PARTIE - Libre circulation des personnes	9
Chapitre I - Présentation, notion, évolution	11
Chapitre II - Le droit de pratiquer une activité salariée dans un autre Etat membre	13
I - Les sources	13
1 - Les dispositions du traité	13
2 - Le droit dérivé	15
II - La notion de travailleur.	18
1 - Une notion communautaire	19
2 - Les bénéficiaires	21
§1 - Apport du règlement 1612/68 et des directives connexes	21
§2 - Conséquences de la modification du régime du droit de séjour par la directive 2004/38.	22
3 - Exclusion des situations purement internes.	25
III - L'abolition des discriminations	26
1 - Discriminations directes	26
2 - Discriminations indirectes	26
IV - Le traitement des entraves non discriminatoires	29
1 - Entraves résultant de réglementations étatiques	29
2 - Entraves résultant de réglementations privées	30
3 - Entraves résultant des mécanismes de recrutement de la fonction publique	31
V - L'exception : les emplois dans l'administration publique	32
1 - Une définition restrictive	32
2 - Inapplication de l'article 39, par. 3, CE.	33
3 - Les lignes de partage	34
VI - L'égalité de traitement hors de l'activité professionnelle	35
Chapitre III - Le droit de pratiquer une activité indépendante et le droit à la prestation de services	37
I - Les sources	37
II - Personnes physiques et personnes morales	38
1 - Assimilation des sociétés aux personnes physiques	38
2 - Liberté d'établissement des personnes morales	39
III - Le droit d'établissement	40
1 - La notion d'établissement.	40

2 - Activité indépendante ou activité salariée	41
3 - Etablissement ou prestation de services	42
4 - Ressortissants des Etats membres et bénéficiaires indirects du droit de libre circulation professionnelle	42
§1 - Bénéficiaires directs	42
§2 - Bénéficiaires indirects	43
5 - Abolition des discriminations et traitement des mesures indistinctement applicables	45
§1 - Prohibition des discriminations	45
§2 - Traitement des mesures indistinctement applicables	45
6 - Synthèse de la jurisprudence par l'arrêt <i>Gebhard</i>	47
IV - Le droit à la libre prestation de services	48
1 - Une réalité multiforme	49
2 - La notion de prestation de services	50
3 - Présence du prestataire dans l'Etat de la prestation	53
4 - Abolition des discriminations	55
5 - Traitement des mesures indistinctement applicables	56
6 - Proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur	58
V - L'exception : les activités participant à l'exercice de l'autorité publique	59
1 - Interprétation stricte	59
2 - Activités et professions concernées	61
Chapitre IV - Le droit de séjour	63
I - Le régime applicable jusqu'en 2006	63
1 - Le droit de séjour des travailleurs salariés	63
§1 - Droit de séjour découlant de la relation de travail	64
§2 - Maintien du droit de séjour	64
§3 - Membres de la famille	65
2 - Le droit de séjour pour la pratique des activités indépendantes	65
§1 - Droit de séjour en vue de l'exercice de l'activité	65
§2 - Maintien du droit de séjour	66
§3 - Membres de la famille	67
3 - Le droit de séjour des citoyens non actifs	67
§1 - Travailleurs ayant cessé leur activité	67
§2 - Ressortissants des Etats membres sans activité	67
§3 - Eléments communs	68
§4 - Etudiants	68
4 - Les limitations justifiées par l'ordre public, la sécurité publique et la santé publique	69

II - Le régime nouveau de la directive 2004/38	71
1 - Les bénéficiaires	72
2 - Les droits garantis	73
§1 - Droit de sortie et droit d'entrée	73
§2 - Droit de séjour pour trois mois	73
§3 - Droit de séjour de plus de trois mois	74
§4 - Droit de séjour « permanent »	77
3 - Les limitations justifiées par l'ordre public, la sécurité publique et la santé publique	79
4 - Principales modifications apportées par la directive	81
§1 - La famille	81
§2 - Le droit de séjour du citoyen qui ne constitue pas une charge déraisonnable	83
§3 - Le droit de séjour sous conditions d'activité ou de ressources	85
§4 - L'acquisition du droit de séjour « permanent »	88
§5 - Les restrictions liées à la personne	89
Chapitre V - La reconnaissance des diplômes	93
I - Les bases de la reconnaissance des diplômes	95
1 - En vue de la pratique d'une activité indépendante	95
2 - En vue de la pratique d'une activité salariée	95
3 - Application conjointe	97
II - La construction des systèmes de reconnaissance	98
1 - La réglementation des professions et le droit de libre circulation	98
§1 - Diversité des réglementations nationales	98
§2 - Monopoles	98
§3 - Monopole des actes	100
§4 - Monopole du titre	102
§5 - Conditions requises	105
§6 - Nécessité des mécanismes de reconnaissance	108
2 - L'office et l'objet des directives de reconnaissance	109
§1 - Fonctions des directives	110
§2 - Objet des directives	111
3 - Les systèmes sectoriels	113
4 - Le système général	120
§1 - Genèse	120
§2 - Notion de profession réglementée	122
§3 - Reconnaissance sans automaticité	124
§4 - Procédure	126
5 - Le régime particulier applicable aux activités d'avocat	126
§1 - Prestation de services	127
§2 - Exercice permanent	129

§3 - Reconnaissance de la formation	131
III - La stabilisation des systèmes de reconnaissance	132
1 - Champ d'application	133
§1 - Notion de profession réglementée	133
§2 - Bénéficiaires	134
2 - Régime général de la reconnaissance pour l'exercice permanent	137
§1 - Niveaux de qualification	137
§2 - Présomption d'équivalence	138
§3 - Plates-formes communes	139
3 - Régime de la reconnaissance pour l'exercice permanent sur la base de l'expérience professionnelle	140
4 - Régime de la reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation pour les professions ayant bénéficié d'un système sectoriel	140
5 - Dispositions communes à l'exercice permanent	141
6 - Régime de la prestation de services avec déplacement du prestataire	142
7 - Simplification de la comitologie	145
DEUXIEME PARTIE - La libre circulation des capitaux	147
Chapitre I - Présentation, notion, évolution	149
Chapitre II - Dispositif actuel	153
I - Article 56 CE (principe de libération totale)	153
II - Article 57 CE (tempéraments pays tiers)	155
III - Article 58 CE (tempéraments généraux)	156
IV - Article 59 CE (clause de sauvegarde)	157
V - Article 60 CE (embargos financiers)	158
VI - Dispositions complémentaires	160
Chapitre III - Champ d'application de la libre circulation des capitaux	163
I - Champ d'application <i>ratione materiae</i>	163
II - Champ d'application <i>ratione personae et loci</i>	166
Chapitre IV - Effet direct de la libre circulation des capitaux	167
I - Confirmation de l'effet direct par la Cour de justice	167
II - Effet direct vertical ou horizontal	167

Chapitre V - Restrictions possibles à la libre circulation des capitaux	169
I - Situations non objectivement comparables	169
II - Motifs d'intérêt général	169
1 - La législation fiscale et la cohérence fiscale.	171
2 - L'investissement et les privatisations	174
3 - Autres raisons d'intérêt général.	176
Chapitre VI - Rapports avec les autres libertés	177
Chapitre VII - Répartition des compétences	181
I - Compétence interne	181
II - Compétence externe	181
III - Incidence des accords internationaux	182
1 - Statuts du FMI.	182
2 - AGCS	183
3 - Codes de l'OCDE.	184
Chapitre VIII - Les apports de la Constitution	185
Chapitre IX - Problématiques connexes	189
I - Fiscalité de l'épargne	189
II - Lutte contre le blanchiment des capitaux.	190
III - Mise en place d'un espace unique de paiements	190
Conclusion.	191
TROISIEME PARTIE - Théorie générale du rapprochement des législations	193
Chapitre I - Le rapprochement des législations du traité de la Communauté économique européenne à la Constitution européenne	195
I - Fonction du rapprochement des législations du traité CEE au traité de Nice	195
II - Fonction du rapprochement des législations dans la Constitution	198
Chapitre II - Le rapprochement des législations comme illustration de différentes répartitions de compétence	203
I - Répartition de compétence entre l'Union européenne et la Communauté européenne dans le traité CE	203
II - Répartition de compétence entre la Communauté et les Etats membres dans le traité CE	206

1 - La compétence d'attribution de la Communauté	206
2 - Compétence exclusive de la Communauté ou compétence partagée avec les Etats membres	208
III - La répartition de compétence entre les institutions de la Communauté	212
IV - La répartition de compétence entre l'Union et les Etats membres et entre les institutions dans la Constitution	212
Chapitre III - Le domaine d'application du rapprochement des législations dans le traité CE	219
I - L'application territoriale du rapprochement des législations	219
II - L'application matérielle : la compétence de la Communauté	221
1 - Compétence explicite	221
2 - Compétence implicite	222
3 - Compétence subsidiaire	222
Chapitre IV - Le choix de la base juridique	225
I - Le contrôle juridictionnel	225
II - Sanctions découlant du contrôle juridictionnel	227
III - Les bases juridiques générales et subsidiaires	228
1 - L'article 94 CE	228
2 - L'article 95 CE	229
§1 - Caractères généraux	230
§2 - Clauses de sauvegarde	233
3 - Les articles 96 et 97 CE	238
4 - L'article 308 CE	238
5 - Autres bases juridiques générales à caractère horizontal	239
6 - Les bases juridiques sectorielles et les politiques communes	240
Chapitre V - Les pouvoirs d'action de la Communauté	241
I - Les instruments juridiques	241
II - Les procédures	242
Chapitre VI - Les conditions de validité des actes de rapprochement des législations	245
I - Les principes généraux du droit	245
II - Les principes constitutionnels de droit communautaire	247
1 - La compétence d'attribution de la Communauté (article 5, al. 1^{er}, CE)	247
2 - Le principe de subsidiarité (article 5, al. 2, CE)	248
3 - Le principe de proportionnalité (article 5, al. 3, CE)	251

Chapitre VII - Le rapprochement des législations pour réaliser le marché intérieur	253
I - La libre circulation des marchandises. Ancienne approche, nouvelle approche	253
1 - Caractères de la « nouvelle approche »	253
2 - Les instruments de la nouvelle approche	256
3 - La directive 83/189	258
II - La libre prestation des services et le droit d'établissement. Nouvelle approche, ancienne approche	260
1 - Développements jurisprudentiels	260
2 - Reconnaissance des diplômes	263
Chapitre VIII - Les méthodes de l'harmonisation dans le domaine du marché intérieur	267
I - Diversité des méthodes.	267
II - Rôle de la Commission.	270
1 - Les mesures générales d'exécution	270
2 - Les mesures particulières d'application	270
Chapitre IX - Le rapprochement des législations pour réaliser l'espace de liberté, de sécurité et de justice	271
I - La coopération judiciaire en matière civile	271
1 - Communautarisation progressive	271
2 - Contenu de la coopération	274
§1 - L'entraide judiciaire	274
a) Les « règlements Bruxelles I, II et IIbis »	274
b) Insolvabilité	278
c) Signification et notification des actes judiciaires et extra-judiciaires	279
d) Coopération judiciaire en matière de preuve	281
e) Projets	283
§2 - L'aide judiciaire	283
§3 - L'harmonisation du droit des contrats	284
II - La coopération judiciaire en matière pénale.	285
Bibliographie	287
Index des articles des traités.	293
Index alphabétique des matières	295
Index chronologique de la jurisprudence.	301
Liste des abréviations	307
Table des matières	309

